

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1054 le 9 décembre 2018

Dans ce numéro

L'ambassade des États-Unis à Kinshasa menacée par un groupe affilié à l'État islamique...

(Page 2)

La répression de l'insurrection islamiste dans le nord du Mozambique dénoncée par Human Rights Watch...

(Page 4)

Le chef de la section Corée de la CIA aurait rencontré secrètement de hauts responsables nord-coréens à Panmunjom...

(Page 5)

Selon un institut américain, la Corée du Nord poursuivrait l'agrandissement d'une base de missiles à longue portée...

(Page 6)

Début de l'exercice militaire conjoint Shaheen VII pour les armées de l'air de la Chine et du Pakistan...

(Page 7)

Les États-Unis s'apprêteraient à déployer un bâtiment de guerre en mer Noire...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

L'Alliance Atlantique redoute l'instauration d'un califat du groupe État islamique en Afghanistan...

L'OTAN redoute l'instauration d'un califat de l'État islamique en Afghanistan. Il y a un risque important que les taliban reviennent au pouvoir et permettent au groupe terroriste de s'installer, s'est inquiété hier le secrétaire général de l'Alliance Atlantique, Jens Stoltenberg. 30 000 membres des forces afghanes ont été tués depuis qu'elles ont pris en charge en 2015 la sécurité dans le pays, selon la présidence afghane.

(Radio Vatican, le 06-12-2018)

Signature d'un accord entre Europol et la police japonaise...

L'Agence nationale japonaise de la police a signé un accord avec Europol pour renforcer la coopération contre le terrorisme et d'autres crimes transfrontaliers. Le chef de l'agence, Shunichi Kuryu, et la directrice exécutive d'Europol, Catherine De Bolle, ont signé un accord de travail, lundi, au siège d'Europol à La Haye, aux Pays-Bas. Europol est l'agence européenne en charge de la collecte et de l'analyse d'informations concernant notamment le terrorisme et la cybercriminalité dans l'Union. Cette signature a été effectuée alors que le Japon se prépare à organiser le sommet du G20 à Osaka en 2019 et les Jeux olympiques et paralympiques à Tokyo en 2020.

(Radio Japon international, le 04-12-2018)

Des stations radars auraient été installées sur des îles annexées par la Russie et réclamées par le Japon...

L'agence *Interfax* de Russie rapporte que l'armée du pays a installé des stations radars sur plusieurs îles, dont les quatre îles annexées par la Russie et réclamées par le Japon. L'agence de presse publiait l'information jeudi sur la base de ses sources, mais ne donnait pas de détails sur les îles concernées. En 2016, la Russie a déployé ses plus récents systèmes de missiles anti-navires sur deux des quatre îles réclamées par le Japon, Etorofu et Kunashiri. L'agence *Interfax* rapporte que les nouvelles stations radars serviront à augmenter le potentiel de surveillance des activités militaires des autres pays. Mercredi, la Flotte américaine du Pacifique a affirmé que le destroyer *USS McCampbell*, équipé de missiles guidés, avait mené une opération dans les environs du golfe de Pierre-le-Grand, près de Vladivostok. Le but de l'opération était « de défier les revendications maritimes excessives de la Russie » dans la mer du Japon. Apparemment, la Russie confirme clairement son intention d'augmenter sa capacité de défense dans la région en installant de nouvelles stations radars. Les quatre îles en question sont mentionnées dans la déclaration conjointe de 1956, encadrant la fin de l'état de guerre entre le Japon et ce qui était l'époque l'Union soviétique. Le premier ministre japonais Shinzo Abe et le président russe Vladimir Poutine se sont entendus pour accélérer les négociations d'un traité de paix basé sur cette déclaration.

(Radio Japon international, le 07-12-2018)

Quatre membres présumés du groupe terroriste Jaish Al-Adl interpellés par la police pakistanaise...

Lors d'une opération spéciale conjointe, l'armée et la police pakistanaise ont réussi à arrêter quatre membres du groupe terroriste Jaish Al-Adl. Après avoir obtenu des renseignements précis sur le repaire des éléments du réseau terroriste Jaish Al-Adl, les forces de l'armée et la police pakistanaise ont effectué une opération spéciale contre les terroristes de Jaish Al-Adl. Lors de l'opération spéciale, ils ont pu libérer un otage et appréhender quatre membres du groupuscule terroriste. Ils ont aussi saisi une bonne quantité d'armes appartenant aux terroristes. Les terroristes arrêtés ont reconnu avoir l'intention de projeter une série d'opérations terroristes au Balouchistan, notamment dans la ville pakistanaise de Torbat, non loin des frontières iraniennes.

(Press TV, le 05-12-2018)

En Iran, trois morts et plusieurs dizaines de blessés après un attentat terroriste contre un poste de police...

Selon les dernières informations disponibles, au moins trois personnes, dont l'auteur de l'attaque, ont été tuées et 48 autres ont été blessées dans l'attaque commise jeudi matin à Chabahar. Le terroriste, qui conduisait une voiture remplie d'explosifs, a pris pour cible le siège de la police de Chabahar, a déclaré le gouverneur de la ville, Rahmdel Bameri, à l'agence de presse officielle *IRNA*. La voiture a tenté de pénétrer dans le complexe, mais la police a arrêté la voiture remplie d'explosifs et a ouvert le feu sur le conducteur, a-t-il déclaré, ajoutant que l'assaillant avait alors déclenché l'explosion du véhicule non loin du siège de la police.

(Radio Chine internationale, le 07-12-2018)

L'ambassade des États-Unis à Kinshasa menacée par un groupe affilié à l'État islamique...

Un officiel américain a expliqué à la *VOA* qu'une menace d'un groupe affilié à l'organisation État islamique a été la cause de la fermeture de l'ambassade des États-Unis à Kinshasa pendant plus d'une semaine. L'officiel, qui a requis l'anonymat, parlait hier à la veille de la réouverture de la mission. Il n'a pas spécifié si ce groupe terroriste était composé de citoyens congolais ou d'éléments extérieurs. Pour sa part, le département d'État américain s'était contenté de dire, sans autre détail, que la fermeture de l'ambassade était due à une menace terroriste.

(La voix de l'Amérique, le 04-12-2018)

L'ambassade américaine à Kinshasa a annoncé mardi la réouverture de ses portes au public après huit jours de fermeture en raison d'une possible menace terroriste contre ses installations en République démocratique du Congo. « L'ambassade des États-Unis à Kinshasa sera ouverte au public le mardi 4 décembre. Tous les services consulaires fonctionneront exclusivement sur la base de rendez-vous » indique cette représentation diplomatique dans un message publié sur son compte *Facebook*. Les voies menant vers le bâtiment de l'ambassade américaine sont toujours bloquées par deux barrières gardées par des policiers armés qui filtrent toutes les entrées, a constaté un journaliste de l'*AFP*. À la chancellerie, située à environ deux kilomètres plus loin, le même dispositif policier était déployé. L'ambassade américaine était fermée depuis le 26 novembre en raison d'informations crédibles et précises sur une menace terroriste possible visant ses installations, avait indiqué cette représentation diplomatique. Les autorités congolaises avaient d'abord estimé que cette annonce traduisait une volonté de créer une psychose inutile parmi les populations avant de se raviser et de déclarer la menace sérieuse.

(Africa N°1, le 04-12-2018)

Intensification des attaques menées par la branche de Boko Haram affiliée au groupe État islamique en Afrique de l'Ouest...

Au Nigeria, deux soldats ont été tués samedi soir dans l'attaque d'une base militaire dans le nord-est du pays. Boko Haram a également mené un attentat suicide durant le week-end, blessant cinq miliciens. Un milicien qui combat aux côtés de l'armée contre Boko Haram indique que les djihadistes sont arrivés en début de soirée et ont ouvert le feu sur les troupes de la base militaire de Buni Gari, un village isolé de l'État de Yobé, dans le nord-est. Ils ont engagé d'intenses combats avec des soldats sur place. Un officier militaire qui a gardé l'anonymat a déclaré que les djihadistes ont été mis en déroute grâce à l'arrivée des renforts aériens et terrestres provenant d'une ville voisine. Au même moment, à

Maïduguri, deux femmes kamikazes ont été tuées dans une explosion et cinq miliciens ont été blessés. Les soldats déployés dans le nord-est se plaignent régulièrement de manquer d'armes et de vivres face à des insurgés nombreux et lourdement armés. Cette branche de Boko Haram affiliée à l'organisation État islamique en Afrique de l'Ouest a intensifié ces derniers mois les attaques contre les positions de l'armée nigériane dans les États du Borno et de Yobé, les plus touchés par l'insurrection qui a fait plus de 27 000 morts depuis 2009.

(La voix de l'Amérique, le 03-12-2018)

Huit soldats ont été tués dans l'attaque d'une base militaire dans le nord-est du Nigeria par les djihadistes du groupe Boko Haram ce week-end, selon un nouveau bilan communiqué mardi par des sources sécuritaires à l'AFP. Un militaire et un milicien avaient, peu après l'attaque, fait état de deux soldats tués. Des combattants du groupe de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), une branche de Boko Haram affiliée à l'organisation État islamique, avaient attaqué samedi soir une base militaire à Buni Gari, un village isolé de l'État de Yobé, engageant d'intenses combats avec les soldats sur place. « Le bilan est maintenant de huit morts. Six autres corps de soldats ont été retrouvés par la suite et évacués à Damaturu la capitale régionale » selon un officier nigérian s'exprimant sous couvert d'anonymat. L'arrivée de renforts aériens et terrestres provenant d'une ville voisine avait finalement permis de repousser les djihadistes, qui ont détruit un blindé et emporté un camion de l'armée, selon ces sources. Un milicien engagé aux côtés de l'armée contre Boko Haram a confirmé le nouveau bilan, précisant que les huit corps avaient été emmenés à la morgue de l'hôpital de Damaturu.

(Africa N°1, le 04-12-2018)

Au Nigeria, multiplication des attaques de Boko Haram contre des cibles militaires...

Les troupes nigérianes ont repoussé les tentatives du groupe djihadiste Boko Haram de s'emparer de deux bases militaires dans le nord-est du pays, où les attaques contre des cibles militaires se multiplient, selon des sources sécuritaires, vendredi. Les insurgés ont attaqué un poste opérationnel avancé près de Bama, à quelque 70 km de la capitale de l'État du Borno, Maïduguri, vendredi vers 4H00 du matin (3H00 GMT). « Les terroristes étaient à bord de nombreux véhicules et ont engagé les soldats dans des combats qui ont duré jusqu'à 7H05 » a affirmé une source militaire sous couvert d'anonymat. « Ils ont été repoussés et la base sécurisée » a-t-il ajouté, affirmant qu'aucune victime n'avait été recensée. Une autre source militaire a confirmé l'information et précisé que des renforts avaient été envoyés d'un bataillon stationné dans la ville de Bama. Cette attaque est survenue après un autre assaut lancé par Boko Haram contre la base militaire de la ville de Rann, près de la frontière avec le Cameroun, à environ 21H30 locales jeudi. « Les terroristes sont arrivés à bord de quatre camions surmontés de mitrailleuses et plusieurs motos et ont attaqué la base du bataillon 3 à Rann » ont affirmé une source militaire et un milicien local. « Ce fut un combat intense qui a duré une heure avant que les renforts aériens chassent les terroristes » a dit à l'AFP la source militaire, précisant qu'aucun soldat n'avait été touché. Ces derniers mois, le groupe djihadiste a multiplié les attaques contre des cibles militaires dans le nord-est du pays, infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles à l'armée.

(Africa N°1, le 07-12-2018)

Embuscade contre une patrouille de gendarmerie dans l'est du Burkina Faso...

Six assaillants ont été abattus lundi à Bougui, localité de l'est du Burkina Faso, lors d'une attaque terroriste contre une patrouille de gendarmes, selon des sources sécuritaires. « Une équipe de patrouille de la brigade territoriale de gendarmerie de Fada N'Gourma, à 220 km à l'est de Ouagadougou, est tombée dans une embuscade dans le village de Bougui » a déclaré à l'AFP une source sécuritaire. « Les terroristes ont ouvert le feu au passage du convoi, endommageant le véhicule de tête, mais les éléments de la gendarmerie ont aussitôt réagi, neutralisant six assaillants ». « Les six assaillants ont été abattus et un gendarme a été blessé au pied » a confirmé une autre source sécuritaire, précisant que cette attaque a eu lieu aux environs de 5 heures du matin (locales et GMT), dans la forêt de Bougui, située à dix kilomètres de Fada N'Gourma, chef-lieu de la région de l'Est. « Plusieurs armes, dont des kalachnikov, et des cartouches ont été saisies sur les assaillants » a indiqué la même source. « L'équipe de la gendarmerie se rendait au campement de chasse de Sindou pour démanteler une cache d'armes appartenant à des terroristes présumés » a expliqué à l'AFP un responsable local.

(Africa N°1, le 03-12-2018)

Une brigade de gendarmerie attaquée par des djihadistes présumés dans le nord du Burkina Faso...

Trois gendarmes ont été blessés dans une nouvelle attaque contre une brigade de gendarmerie dans le nord du Burkina Faso attribuée à des djihadistes, a-t-on appris mercredi de sources sécuritaires. « Des individus armés non identifiés ont attaqué dans la nuit de mardi une brigade de gendarmerie située sur l'axe Dori-Seytenga, à une dizaine de kilomètres de Dori, chef-lieu de la région du Sahel » a déclaré à l'AFP une source sécuritaire. Cette attaque, qui a eu lieu aux environs de 22 heures (locales et GMT), a fait trois blessés parmi les éléments de la brigade de gendarmerie, a ajouté cette source, précisant que leur vie n'est pas en danger. « Les assaillants, probablement des djihadistes, ont également incendié trois véhicules et criblé de balles le bâtiment de la gendarmerie » a rapporté une autre source sécuritaire.

(Africa N°1, le 05-12-2018)

Deux morts après l'attaque d'un groupe de policiers dans le nord-ouest du Burkina Faso...

Deux policiers burkinabés ont été tués lors d'une embuscade, jeudi, dans le nord-ouest du Burkina Faso, ont rapporté vendredi à l'AFP des sources policières. « Des individus armés non identifiés ont attaqué une équipe de la police, tuant deux éléments à Gouyalé, une localité de la commune de Kiembara, située dans la province du Sourou » a déclaré à l'AFP une source policière. « Ces éléments du commissariat de Kiembara revenaient d'une mission de sécurisation du marché de Bangassogo, à une quinzaine de kilomètres » a précisé cette source. « L'équipe est tombée dans une embuscade. Les assaillants ont ouvert le feu sur les éléments qui ont aussitôt riposté, les mettant en déroute » a affirmé une autre source sécuritaire, évoquant une attaque terroriste. « Une opération de ratissage a été lancée dans la zone pour appréhender les assaillants » a-t-elle précisé.

(Africa N°1, le 07-12-2018)

En Somalie, deux généraux tués par l'explosion d'un engin artisanal au passage de leur véhicule...

Deux hauts responsables de l'armée somalienne ainsi que cinq de leurs soldats ont été tués hier dans l'explosion d'une mine au passage de leur convoi, non loin de Mogadiscio. L'attaque a été revendiquée par des islamistes shabaab. Le général Omar Adan Hassan, à la tête de la 12e brigade de l'armée somalienne, et son adjoint chargé des opérations, le général Abdi Ali Jamame, rentraient à Mogadiscio après avoir visité une base militaire au sud de la capitale. Les terroristes ont installé un engin explosif qui visait le véhicule transportant le général Omar, a indiqué Mohamed Adan, un responsable militaire. La mort du général est confirmée ainsi que celle de six autres membres de l'armée nationale, dont le commandant des opérations militaires. Abdulahi Ahmed, un autre responsable militaire, a précisé que les victimes voyageaient à bord d'un pick-up. La plupart des passagers ont été tués. L'explosion a également blessé deux soldats. Les généraux tués étaient les deux hauts responsables militaires de la région de Basse Shabelle, une des régions où l'armée somalienne combat les islamistes shabaab affiliés à Al-Qaïda et qui ont revendiqué l'attaque.

(La voix de l'Amérique, le 07-12-2018)

La répression de l'insurrection islamiste dans le nord du Mozambique dénoncée par Human Rights Watch...

Les forces de sécurité du Mozambique se rendent coupables de graves violations des droits de l'homme, dont des exécutions sommaires, en réprimant l'insurrection islamiste dans le nord du pays, a accusé mardi Human Rights Watch (HRW). Sur la foi de témoignages recueillis depuis août dernier, l'ONG affirme que l'armée et la police ont pratiqué des dizaines d'exécutions sommaires et recourent aux détentions arbitraires et aux mauvais traitements contre les suspects d'appartenance au groupe extrémiste qui sème la terreur dans la région. Depuis plus d'un an, ces islamistes, qui prêchent l'application pure et dure du Coran, multiplient les attaques contre les villages et les forces de sécurité dans la province à majorité musulmane du Cabo Delgado, riche en ressources gazières. Les autorités se refusent à publier le moindre bilan de ces raids mais, selon la population et la presse locales, ils ont fait plus d'une centaine de victimes civiles, détruit des dizaines de villages et provoqué l'exode de milliers de personnes. Douze personnes ont encore été tuées il y a huit jours lors d'une attaque attribuée aux islamistes qui a visé un village proche de la frontière avec la Tanzanie. Le président Filipe Nyusi a promis l'éradication de ce groupe et envoyé de nombreux renforts dans la région. « Les autorités mozambicaines doivent immédiatement mettre un terme aux abus de leurs forces de sécurité »

et en déférer les auteurs devant la justice » a exigé le représentant de HRW pour l'Afrique australe, Dewa Mavhinga. « Les violences des insurgés ne peuvent justifier aucune violation des droits de l'Homme » a-t-il ajouté. Entre autres témoignages, l'ONG cite un cultivateur de 23 ans arrêté en août dernier dans le district de Palma avec des dizaines d'autres suspects lors d'une opération de l'armée. « Les soldats les ont emmenés un par un dans la forêt et nous avons alors entendu des coups de feu suivis de cris » a-t-il raconté, certains d'entre eux ne sont jamais revenus. HRW affirme que deux soldats ont confirmé avoir tué des suspects mais ont refusé de livrer des détails. Interrogé par l'ONG, le porte-parole national de la police mozambicaine, Inacio Dina, a confirmé de multiples arrestations dans la région mais assuré que les forces de sécurité agissent dans le cadre de la loi. Un premier procès d'environ 200 islamistes présumés s'est ouvert début octobre dans une prison de Pemba, dans le nord. (*Africa N°1, le 04-12-2018*)

Un colis piégé adressé à un poste de police du sud-est de la Norvège...

Un colis contenant des explosifs a été envoyé à un poste de police en Norvège dans le but de tuer des personnes, a rapporté jeudi la chaîne de télévision publique *NRK*. Des salles du poste de police de la municipalité de Ski, au sud-est de la Norvège, ont été temporairement fermées mercredi matin lorsqu'un colis suspect a été découvert. « C'était une bombe précise, qui avait pour objet de blesser ou tuer des gens. Nous considérons qu'il s'agit d'une attaque contre la police qui aurait pu provoquer de nombreux dégâts » a déclaré le chef de la police, Steven Hasseldal, lors d'une conférence de presse. « Ceci est très grave et constitue une attaque contre la démocratie et la gouvernance » a-t-il dit. Le directeur de la police par intérim, Hakon Skulstad, a salué le courage des agents qui ont réceptionné le colis au poste de police. « Ils ont agi avec beaucoup d'efficacité et de professionnalisme ». Le colis ne comportait aucun message et pour l'heure, personne n'a été arrêté, a indiqué la chaîne *NRK*. Selon la chaîne *NRK*, la bombe n'était pas suffisamment puissante pour détruire l'ensemble du poste de police, mais elle était suffisamment dangereuse pour blesser gravement ou tuer des personnes. (*Radio Chine internationale, le 07-12-2018*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Le chef de la section Corée de la CIA aurait rencontré secrètement de hauts responsables nord-coréens à Panmunjom...

Le chef de la section Corée à la CIA, Andrew Kim, joue un rôle capital dans les négociations en coulisses entre les États-Unis et la Corée du Nord. Or, il a fait un déplacement lundi en Corée du Sud dans le plus grand secret et a contacté trois à quatre hauts responsables nord-coréens à Panmunjom. Parmi eux figurerait la vice-ministre des Affaires étrangères, Choe Son-hui. Ils semblent avoir échangé sur les détails liés au second sommet en vue entre Donald Trump et Kim Jong-un, ainsi que sur la date, le lieu ou encore les sujets de discussion de la prochaine rencontre de haut niveau entre les deux pays, qui devrait avoir lieu avant le sommet. Vous vous souvenez que le président des États-Unis a affirmé espérer organiser en janvier ou en février sa prochaine entrevue avec le numéro un nord-coréen. Il a aussi précisé que trois endroits étaient envisagés pour cette rencontre. Lors du dernier contact au village de la trêve, Andrew Kim et ses interlocuteurs du Nord auraient aussi parlé des mesures que les deux parties devront prendre afin de faire avancer le processus de dénucléarisation du pays communiste. Washington demande à P'yongyang de démanteler d'abord les installations de son principal site nucléaire de Yongbyon avant d'accorder une levée partielle des sanctions à son encontre. (*KBS World Radio, le 05-12-2018*)

L'affaire Khashoggi évoquée lors d'un briefing confidentiel entre des sénateurs américains et la directrice de la CIA...

Des sénateurs américains ont déclaré mardi que la directrice de la CIA devrait informer le Sénat dans son ensemble des détails de la mort du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, après un briefing confidentiel tenu plus tôt dans la journée. La directrice de la CIA, Gina Haspel, a donné mardi un briefing confidentiel sur la mort de M. Khashoggi à plusieurs sénateurs, ce qui a mené certains d'entre eux à appeler à tenir un briefing de plénière du Sénat. « Chaque sénateur devrait entendre ce que j'ai entendu cet après-midi » a déclaré le sénateur démocrate Dick Durbin de l'Illinois sur son site officiel, ajoutant que la directrice de la CIA Haspel devrait informer immédiatement le Sénat au complet. Le chef de la minorité du Sénat, Charles Schumer, a également fait remarquer que Mme Haspel devrait rencontrer l'ensemble du Sénat, ont rapporté les médias. « La directrice de la CIA Mme Haspel devrait faire un rapport au Sénat dans son ensemble sans délai » a déclaré M. Schumer, un Démocrate de

New York, dans une déclaration publiée mardi. Le sénateur Rand Paul, exclu de la séance d'information mardi, a déclaré que ce briefing en petit comité reflétait la réalité d'un « état profond ». « Pourquoi tous les sénateurs ne devraient-ils pas être au courant de ce qui s'est passé ? » a interrogé le sénateur républicain du Kentucky sur son *Twitter*. « C'est tout simplement ridicule ». Un briefing des renseignements de l'administration sur l'affaire Khashoggi aura lieu la semaine prochaine pour les représentants de la Chambre, mais on ne sait pas si la cheffe de la CIA y assistera, selon les médias locaux.

(Radio Chine internationale, le 05-12-2018)

... MILITAIRE ...

Début de cinq jours de manœuvres aériennes pour l'armée de l'air sud-coréenne...

L'armée de l'air de la Corée du Sud débute aujourd'hui un entraînement aérien global, pour cinq jours, destiné à renforcer sa posture de préparation aux combats et améliorer les compétences des pilotes dans diverses opérations. Il s'agit d'un exercice unilatéral de l'armée sud-coréenne, qui compense en quelque sorte la suspension de *Vigilant Ace*, un exercice de défense aérienne sud-coréano-américain qui se tient principalement en décembre. Selon l'état-major interarmées sud-coréen (JCS), un autre exercice aérien, d'envergure réduite, sera réalisé en parallèle, cette fois avec les États-Unis, dans le but de maintenir la capacité de combat commun. Petit rappel : Séoul et Washington se sont mis d'accord en octobre dernier pour suspendre *Vigilant Ace* afin de soutenir les efforts diplomatiques destinés aux négociations sur la dénucléarisation nord-coréenne. Effectivement, la Corée du Nord avait vivement critiqué cet entraînement aérien conjoint qui mobilisait en général des bombardiers stratégiques américains B-1B. Quant à d'autres manœuvres conjointes régulières telles que *Key Resolve* et *Foal Eagle*, les autorités militaires des deux alliés décideront tôt ou tard de diminuer ou non leur envergure pour la prochaine édition, qui doit avoir lieu en 2019.

(KBS World Radio, le 03-12-2018)

Vers un report des exercices militaires conjoints sud-coréano-américains *Foal Eagle*...

Séoul et Washington semblent avoir décidé de reporter leur prochain exercice conjoint *Foal Eagle*. D'après plusieurs sources gouvernementales sud-coréennes, les deux côtés sont en train de se coordonner pour ajourner ces manœuvres bilatérales, en général conduites sous la forme d'un exercice en terrain libre (FTX). Les États-Unis ont en effet manifesté leur intention de ne pas faire participer leurs soldats à cet entraînement, initialement programmé au début de l'année prochaine, afin de créer un environnement favorable au second sommet entre Donald Trump et Kim Jong-un ainsi qu'aux négociations sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Quant à *Key Resolve*, une autre manœuvre conjointe d'envergure, prévue pour mars 2019, elle se déroulera sous la forme d'un exercice de poste de commandement (CPX).

(KBS World Radio, le 06-12-2018)

Première défection au Sud d'un militaire nord-coréen depuis près d'un an...

Un soldat nord-coréen du grade le plus bas a franchi samedi dernier la ligne de démarcation intercoréenne dans l'est de la péninsule, près de Goseong dans la province de Gangwon. Selon une source gouvernementale, le jeune homme d'une vingtaine d'années à peine a fui le régime communiste au niveau de l'emplacement d'un ancien poste de garde nord-coréen, aujourd'hui détruit. En effet, en vertu d'un accord signé durant le sommet intercoréen de septembre, les deux Corées se sont mises d'accord pour démanteler chacune onze postes de garde, tout en conservant de chaque côté un bâtiment ayant une valeur historique ou politique. La dernière défection d'un militaire nord-coréen à travers la zone démilitarisée (DMZ) remonte au 21 décembre de l'année dernière.

(KBS World Radio, le 03-12-2018)

Selon un institut américain, la Corée du Nord poursuivrait l'agrandissement d'une base de missiles à longue portée...

Selon une équipe de l'Institut Middlebury des études internationales (États-Unis) la Corée du Nord construit et continue d'agrandir une base de missiles à longue portée, et ce plusieurs mois après le sommet entre les dirigeants de ces deux nations. L'équipe, basée à Monterey, a révélé mercredi son analyse d'images prises par satellite d'une base de missiles nord-coréenne située dans une zone montagneuse proche de la frontière avec la Chine. Les images montrent une vallée parsemée de bâtiments qui seraient, selon les experts, le quartier général de la base et l'entrée d'un tunnel abritant

les missiles. Les experts soulignent également que des ouvriers ont commencé l'année dernière à creuser un tunnel partant du flanc d'une montagne, à une dizaine de kilomètres de la base. Selon eux, les Nord-Coréens construisent probablement une vaste installation souterraine, et les travaux se sont poursuivis au moins jusqu'en août 2018, soit après que le président des États-Unis, Donald Trump, a rencontré le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un en juin dernier à Singapour. Les experts estiment que ces installations devraient être examinées car des missiles de longue portée capables de frapper les États-Unis pourraient y être entreposés.

(Radio Japon international, le 06-12-2018)

La Corée du Nord poursuivrait son programme nucléaire, et ce dans un site non signalé. C'est ce qu'a rapporté mercredi *CNN* en se basant sur de nouvelles images prises par satellite, qu'elle a obtenues en exclusivité. Ces dernières montrent que des activités sont en cours à la base de missiles de Yeongjeodong, dans la province de Ryanggang, située dans le nord-est de la péninsule, ainsi que dans un autre endroit aux environs, jusqu'ici non signalé. Un expert invité sur le plateau de la chaîne d'informations a expliqué que ce dernier pourrait abriter de nouveaux missiles à longue portée du pays communiste.

(KBS World Radio, le 06-12-2018)

En Corée du Sud, hausse considérable du budget de la Défense 2019...

Le budget de la Défense 2019 a été établi aujourd'hui à l'Assemblée nationale à 46 700 milliards de wons, soit 36 milliards d'euros. C'est une hausse de 8,2% en glissement annuel et c'est l'augmentation la plus élevée depuis 2008. La somme consacrée aux opérations militaires a augmenté de 5,7% comparée à cette année. L'enveloppe pour l'amélioration de la force militaire est, quant à elle, supérieure de 13,7%. Une partie du budget sera par ailleurs dédiée au bien-être des soldats. Ainsi, 36,7 milliards de wons seront utilisés pour équiper les casernes et les navires de guerre de purificateurs d'air afin de minimiser les dégâts des particules fines. 47,4 milliards de wons financeront une nouvelle tenue de combat élastique et perméable à l'air qui sera distribuée à tous les militaires. D'après le ministère de la Défense, cette hausse du budget reflète la volonté ferme du gouvernement de renforcer militairement le pays.

(KBS World Radio, le 08-12-2018)

Début de l'exercice militaire conjoint *Shaheen VII* pour les armées de l'air de la Chine et du Pakistan...

Les armées de l'air de la Chine et du Pakistan se retrouvent à Islamabad pour la septième édition de l'entraînement baptisé *Shaheen VII* qui débute ce lundi 3 décembre. Selon *Tasnim News*, chaque partie a déployé différents appareils dans une base militaire au Pakistan dans le cadre d'un exercice d'entraînement conjoint baptisé *Shaheen* dont l'objectif est de multiplier les échanges internationaux et renforcer l'efficacité au combat. Les forces aériennes chinoises et pakistanaises organisent chaque année ces exercices conjoints. La série d'exercices *Shaheen* entre les deux pays, qui sont des partenaires proches, a débuté en mars 2011 et a depuis connu six grandes éditions. Pour *Shaheen VI*, la sixième édition de l'exercice qui s'est déroulé en Chine jusqu'au 27 septembre, le Pakistan a envoyé des avions de chasse JF-17 *Thunder* et un avion de détection aérienne.

(Press TV, le 03-12-2018)

Un destroyer américain déployé au large de Vladivostok pour « lancer un défi aux revendications russes extrêmes »...

La marine américaine a dépêché l'un de ses destroyers dans des eaux revendiquées par la Russie, dans l'Extrême-Orient russe, pour ce qu'on appelle une opération de liberté de navigation. La flotte américaine du Pacifique a déclaré que le destroyer *USS McCampbell* équipé de missiles guidés avait mené l'opération en mer du Japon mercredi. Le destroyer est déployé à la base navale de Yokosuka près de Tokyo. Dans cette déclaration, la flotte du Pacifique précise que le destroyer a navigué à proximité de la baie de Pierre-le-Grand, près de Vladivostok, « pour lancer un défi aux revendications russes extrêmes ». Le droit international stipule que les eaux territoriales d'un pays s'étendent sur 12 miles nautiques à partir de ses côtes. Pour Washington, les eaux revendiquées par Moscou se situent au-delà des 12 miles nautiques définis par la loi. La marine américaine mène également des opérations de liberté de navigation dans une zone de la mer de Chine méridionale revendiquée par Pékin. La flotte du Pacifique indique que ces opérations démontrent que les États-Unis voleront, navigueront et opéreront où le droit international le permet, y compris en mer du Japon et partout

ailleurs dans le monde.
(Radio Japon international, le 06-12-2018)

Les États-Unis s'apprêteraient à déployer un bâtiment de guerre en mer Noire...

L'armée américaine a entamé les préparatifs en vue de l'envoi d'un navire de guerre en mer Noire face aux tensions entre la Russie et l'Ukraine, ont rapporté mercredi les médias américains. L'armée américaine a demandé au département d'État d'informer la Turquie de son éventuel envoi d'un navire de guerre en mer Noire, a rapporté la chaîne *CNN*, citant de nombreux responsables américains qui ont affirmé que cette décision répondait à la récente confrontation entre la Russie et l'Ukraine. « Les États-Unis mènent leurs activités dans le respect des termes de la Convention de Montreux. Nous ne commenterons toutefois pas la nature de notre correspondance diplomatique avec le gouvernement turc » a indiqué un porte-parole du département d'État, cité par la *CNN*. En vertu de la Convention de Montreux signée en 1936, les navires de la marine des pays non riverains sont tenus d'avertir à l'avance la Turquie de leur passage dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Selon le traité, les navires de pays non riverains ne peuvent pas rester en mer Noire plus de 21 jours.

(Radio Chine internationale, le 06-12-2018)

Un nouveau missile de croisière testé avec succès par l'Ukraine en mer Noire...

L'Ukraine a réalisé avec succès le tir d'essai d'un nouveau missile de croisière *Neptune* développé par le bureau de recherche d'État Luch établi à Kiev, a révélé mercredi le président ukrainien Petro Porochenko. Pendant les essais, le missile a atteint une cible qui se trouvait à une distance de 280 kilomètres, a écrit M. Porochenko sur *Facebook*. Plus tard dans la journée, Ukroboronprom, le conglomérat public spécialisé dans la défense, a dit que le missile, lancé depuis la région méridionale d'Odessa, a atteint la cible dans la mer Noire. Le missile a été élaboré dans le cadre du projet *Rocket Shield* qui a pour objet de renforcer les capacités de la défense ukrainienne, a indiqué Ukroboronprom dans un communiqué.

(Radio Chine internationale, le 06-12-2018)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence
www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com
Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67